

Communiqué

Entretien des Routes de l'État

Opération "Enfumage" annoncée

Certains médias, se font l'écho, légitimement, du défaut d'entretien des axes routiers dont l'État a la charge, axes formant le réseau routier structurant.

Ils corroborent ainsi ce que tous les agents, notamment ceux affectés dans les Directions Interdépartementales de Routes (DIR), constatent au quotidien : le manque de moyens et d'investissement dans l'entretien routier.

Ceci n'est pas récent et coïncide avec la politique suivie par les gouvernements successifs en matière de désengagement budgétaire, LOLF avant-hier, RGPP hier, MAP actuellement, CAP 2022 demain.

Concernant le domaine routier, après avoir déstructuré les services avec la suppression des Directions Départementales de l'Équipement (DDE) et la création des DIR, certains intriguent pour transférer la gestion d'une partie de ces routes vers une agence, première étape vers une privatisation. Une autre part importante pourrait, encore, être abandonnée aux sociétés d'autoroute privées.

Nous pouvons légitimement nous interroger sur le lien entre l'abaissement de la vitesse autorisée de 90 km/H à 80 km/H décidée par le gouvernement et la détérioration des conditions de circulation. Combien d'accidents sont-ils liés à cette détérioration ?

Au-delà, la FEETS-FO dénonce le rôle ambigu de certains qui aujourd'hui en lieu et place de défendre des moyens matériels et humains suffisants pour préserver le service public préfèrent le supprimer au détriment de l'intérêt général.

Ceci est inacceptable quand les mêmes vont ensuite "pantoufler" dans les mêmes officines.

Le service au public exige aujourd'hui des moyens comme le revendiquent 99 % de ses agents.

Paris, le 24 juillet 2018

Pour tout contact: Jean Hédou, Secrétaire général, tél 06 85 12 74 46